

AEUM VS DAILY

La chicane pogne !

Loïc Bernard
Collaboration Spéciale

Et c'est reparti pour un tour. Deux ans après un premier échec, l'Association Étudiante de l'Université McGill cherche de nouveau querelle au McGill Daily et à son acolyte, le McGill Daily français. Le débat concerne les 6,70\$ annuels que chaque étudiant de premier cycle se doit de payer à la Société de Publication du Daily.

Un vote aura lieu, lors de la réunion du Conseil de l'AEUM, jeudi 6 novembre, sur l'avis de motion présenté lors de la dernière réu-

Topolski, représentante du Sénat, et Sam Kramer, représentant des clubs de McGill. L'avis demande « Qu'il soit résolu que le conseil de l'AEUM propose au Conseil des Gouverneurs une opportunité pour les étudiants et étudiantes de McGill de refuser de payer pour publication, le McGill Daily, le McGill Daily français et le McGill Culture ». En gros, si la motion passe, ce jeudi, au conseil de l'AEUM et ensuite au Conseil des Gouverneurs, le Daily pourrait souffrir d'une diminution de son budget.

Ce nouveau coup d'éclat survient à la suite de deux articles parus le 21 octobre dernier dans

l'édition du Tribune. Il y est question de l'accord entre l'administration de l'Université McGill et la Société de Publication du Daily, qui n'a pas encore été renouvelé, mais qui devrait l'être dès janvier 1998. L'article de Jason Sigurdson met également l'accent sur une motion concernant l'option pour les étudiants de refuser la contribution monétaire individuelle de 3,35 \$ par semestre au Daily. En accord avec cette idée, le Tribune affirmait que les étapes pour devenir un journaliste et la vieille Constitution du Daily étaient établis de manière arbitraire. Selon l'éditorial publié dans la même

du journal telle que lui dicte son mandat est « un gros tas de merde ». Enfin, le Tribune stipule que l'ancienne Constitution permet aux membres du Daily d'avoir un droit de veto sur les décisions prises par le Conseil d'Administration. Une clause qui, jusqu'à preuve du contraire, n'a jamais existé. Bref, le Tribune fait ressortir des problèmes qui n'en sont pas et n'a vraisemblablement pas lu avec attention une constitution par ailleurs aujourd'hui disparue. Il semblerait que le journal n'ait pas non plus pris la peine de vérifier ce fait et de s'enquérir du contenu de la nouvelle constitution, en vigueur depuis bientôt 9 mois.

Celle-ci avait pourtant été publiée à 11 000 exemplaires dans le Daily et acceptée par la population mcgilloise au référendum du printemps dernier.

C'est donc suite à la sortie de ces articles et de quelques on-dit que

vera pas la motion sans que des preuves convaincantes lui soient présentées quant à la responsabilité du journal vis-à-vis de la population mcgilloise. « Je crois que le débat ne devrait pas être politique mais devrait se concentrer

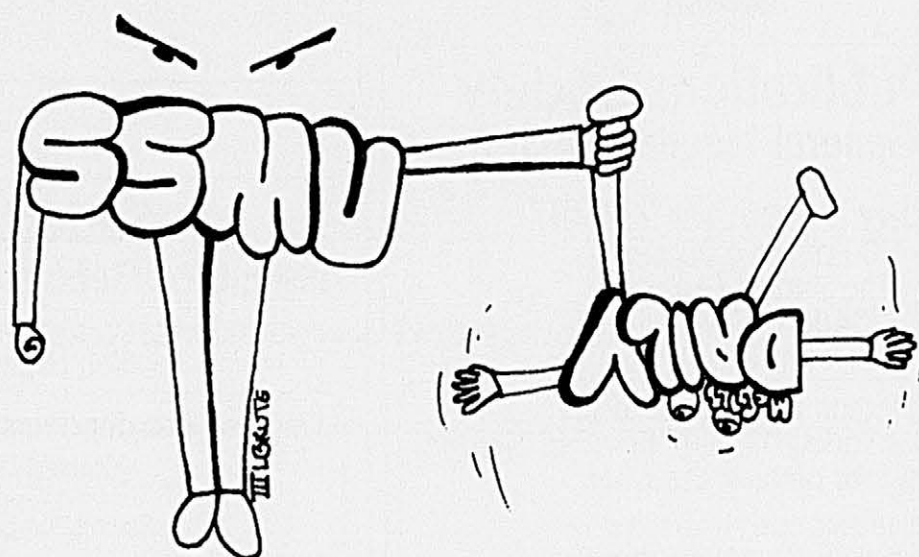
français ont toujours eu un mandat clairement présenté dans leur déclaration de principe, publiée par ailleurs au début de chaque année.

Toute la controverse qui entoure cette réapparition d'un problème qui semblait réglé demeure un peu nébuleuse. Il reste très étonnant que la présidente même n'est pas été au courant des développements de cette affaire. De plus, pour ceux et celles qui s'intéres-

Constitution du journal est toujours disponible pour ceux et celles qui désirent la consulter. Les réunions hebdomadaires

sont ouvertes à tous ceux et celles qui désirent s'y rendre. Chaque semaine, un espace est réservé au courrier des lecteurs.

À rappeler également la possibilité pour les étudiants et étudiantes de McGill d'assister à la réunion du Conseil de l'AEUM ce jeudi 6 novembre à 18h dans la salle 107 et 108 de l'édifice Shatner.



l'avis de motion a été présenté lors de la dernière réunion du Conseil de l'AEUM. Pourtant le 26 mai dernier, le même conseil avait refusé de passer cette même motion. Étrangement la question est aujourd'hui remise sur le tapis. Tara Newell, présidente de l'AEUM, était comme par hasard absente lors de cette réunion mais elle s'est dit surprise de la situation. Elle affirme qu'elle n'approu-

autour de la question constitutionnelle. L'avis de motion proposé la semaine dernière est une très mauvaise idée. C'est la solution facile afin de régler un problème qui a besoin d'être étudié avec plus d'attention » affirme Mlle Newell. Encore faudrait-il connaître ce fameux problème ! La présidente de l'AEUM a avoué qu'une consultation plus poussée était nécessaire afin que le Conseil de l'AEUM soit réellement conscient de ce que ce débat implique. En tant que représentante de la population mcgilloise, Tara Newell est très peu friande de l'idée de présenter devant le Conseil des Gouverneurs une motion uniquement corroborée par les membres du Conseil de l'AEUM. « Le Conseil doit réaliser qu'il représente les étudiants » conclut Mlle Newell.

Ce sont les intérêts de ces mêmes étudiants et étudiantes que la représentante du Sénat, Anne Topolski, juge que le Daily se doit de représenter plus objectivement et critique le fait qu'il est très difficile pour quelqu'un de pénétrer dans l'arène du Daily afin d'y changer quelque chose, que ce soit au niveau du mandat, du choix ou du contenu des articles. Pourtant le McGill Daily et le McGill Daily

Manifestation du Plan G

Journal d'un manifestant

THOMAS HELLMAN
Envoyé spécial à Québec

Je me révolte, donc nous sommes

Albert Camus, *L'homme Révolté*

La dernière fois que je me suis réveillé aussi tôt c'était aussi pour aller à la ville de Québec. Non pas, comme aujourd'hui, pour crier mon mécontentement envers un gouvernement dérivant de plus en plus vers la droite, mais pour passer une nuit dans les

plaines d'Abraham avant de repartir en auto-stop en direction de l'océan. Certes mon expérience de la capitale en ce beau jour de Juillet fut très différente de mon expérience d'aujourd'hui. Pourtant j'ai retrouvé dans cette foule qui manifestait autour du complexe G une atmosphère puissante et chaleureuse de solidarité qui m'a rappelé celle qui lie souvent l'autostoppeur et le conducteur généreux.

D'après les organisateurs, nous étions à peu près 800 ou

900 personnes à manifester, mais je suis plutôt d'avis que nous étions aux alentours de 600 ou 700, ce qui peut sembler peu à quelqu'un qui a participé aux grandes manifestations étudiantes dans le centre-ville de Montréal. Malgré cela, la manifestation d'aujourd'hui a été un succès, et ceci surtout grâce aux quelques 300 personnes (les organisateurs osaient à peine en espérer 200) qui se sont portées volontaires pour

Suite en page 7

SOMMAIRE

éditorial

justice et sexe : amer mélange p3

ACTUALITE

la grève des enseignants en ontario p4

chronique informatique p6

CULTURE

cinémania p5

CHRONIQUE

isabelle se prend pour une columniste p6



Daily Publications Society Annual General Meeting (AGM)

Tuesday December 2, 1997

4:00 pm to 6:00 pm

The Student Center

3480 McTavish

(room T.B.A.)

The Election of Directors to the
Daily Publications Society 1998-99 Board of Directors
will take place at the AGM

Nominations open November 12

Nominations close November 25

Nomination Kits will be available at The McGill Daily offices room B07
and B03 from November 12 to November 25

Candidates will be announced between November 25 and December 2

For further information, kindly contact
Suzanne Williams Chief Returning Officer (CRO)
Daily Publications Society, at 398-6790 or 398-6784



Au Secours!!!

Si la vie du seul journal francophone de vo-
tre université vous tient à coeur, faites-le sa-
voir en allant à la Réunion du Conseil de
l'AÉUM, ce jeudi à 18h au 107-108 du

Shatner

C'est une question de vie ou de mort!

pour votre Daily Français adoré...

Société de Publications du Daily

Assemblée Générale Annuelle (AGA) Mardi le 2 Décembre, 1997

16h00 à 18h00

Pavillon Étudiant 3480 McTavish (Local/Annoncé plus tard)

L'élection des directeurs de la Société de Publications du Daily pour 1998-99
(Conseil d'Administration) prendra place à l'AGA

Soumission de candidature: du 12 novembre au 25 novembre.

Les formulaires de candidature seront disponibles dans les bureaux du McGill Daily (Local B07 et B03)
du 12 novembre au 25 novembre.

Les Candidats seront dévoilés entre le 25 novembre et le 2 décembre.

Pour plus d'informations, contactez

Suzanne Williams (Directrice Générale des Élections)

Société de Publications du Daily, au 398-6790 ou 398-6784



NEW COURSE WINTER TERM 1997-1998

Canadian Cultures: Context & Issues

106-202B

Tuesday, 1:00 pm to 4:00 pm

Offered by Mr. David McKnight & Professor Jane Everett

A course on the history of Canadian Cultures from the mid-
19th century to the present. This course surveys the diversity
of Canadian cultural identities through literature, drama,
art and the mass media. Guest lecturers from the academic
and cultural communities will be invited. Some of the course
material will be in French; an ability to read French is required.

The McGill Institute for the Study of Canada
L'institut d'études canadiennes de McGill
3463 Peel Street, Montreal, QC H3A 1W7
Tel: (514) 398-8346 Fax: (514) 398-7336
INTERNET: <http://www.arts.mcgill.ca/programs/misc>



NOUVEAU COURS SESSION HIVER 1997-1998

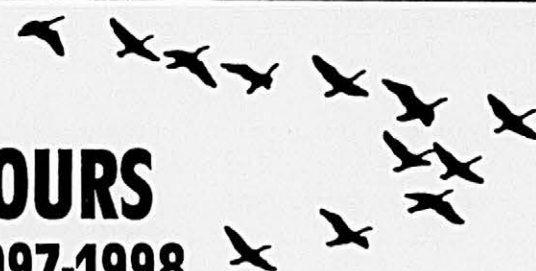
Canadian Cultures: Context & Issues (Les cultures canadiennes: leur contexte et leurs problèmes)

106-202B

Mardi de 13 h à 16 h

Offert par Monsieur David McKnight et professeur Jane Everett

Cours sur l'histoire des cultures canadiennes depuis le milieu du
19e siècle jusqu'à présent. Le cours étudiera les différentes
identités canadiennes par le biais de la littérature, le théâtre,
l'art et les médias. Il y aura des conférenciers invités provenant
tant du milieu universitaire que culturel. Certains ouvrages en
français seront étudiés; la capacité de lire le français est
nécessaire.



Éditorial

Justice et sexe: Amer mélange

Au cours des dernières semaines, le juge Louis Carrier s'est attiré les sourcils froncés d'une majorité de Québécois et les foudres des organismes féministes et anti-violence, pour avoir condamné trois hommes qui ont collectivement violé, sodomisé et séquestré une jeune femme pendant 18 heures à seulement deux ans moins un jour de prison. Monsieur le Juge justifiait la clémence de sa sentence par l'absence de marques de violence physique sur le corps de la victime.

Les répercussions d'un tel jugement dépassent les vagues médiatiques qui ont entouré l'événement. En effet, chaque sentence transmet un message implicite. Elle s'ajoute insidieusement au bain culturel d'images et de valeurs qui influencent le cadre à l'intérieur duquel nos croyances se développent et colorent la toile de fond sur laquelle elles s'expriment.

Le juge Carrier clame qu'en dépit de la violence psychologique subie, la victime n'a pas souffert de violence physique. Une telle absurdité minimise la gravité de la souffrance émotionnelle qu'endurent les victimes d'agression sexuelle. Mais principalement, cela revient à dire que la douleur physique intense d'être violée ne compte pas, à moins qu'elle ne soit accompagnée de coups et blessures additionnels. Le juge Carrier considère donc le viol comme un acte purement

sexuel, c'est-à-dire un acte auquel une femme est susceptible de désirer se soumettre, et non d'abord à juste titre comme un acte de violence auquel il est impossible qu'une femme (ou quiconque) consente. De cette façon, Carrier s'est attaqué non seulement au sentiment de sécurité de chaque femme, mais aussi à la dignité des victimes, dont l'humiliation et la souffrance continuent d'être réduites aux bleus qui en témoignent. Cette atteinte indirecte à la liberté de toutes les femmes, ce coup à la crédibilité

de leur témoignage, cette diminution de la valeur et de la vérité de leur souffrance et de la légitimité de leurs cris - même face à elles-mêmes - maintiennent leur position de sexe faible au sein de cette société. Ainsi, la sentence du juge Carrier agit comme un pigment subtil qui, inséré dans notre inconscient collectif, soutient l'ordre patriarcal établi.

Il est vrai que les agresseurs auraient mérité une peine plus sévère si le juge avait considéré les sévices physiques réels subis par la victime au cours de ses 18 heures de séquestration. Cependant le Code criminel établit une distinction entre les agressions sexuelles

simples et les agressions sexuelles avec lésions physiques, punies plus sévèrement. Le Code permet ainsi la dissociation des concepts de violence et de viol et contribue à la conception de ce dernier comme un crime de sexe et de passion, plutôt que de violence et de domination. Malgré le progrès réalisé depuis la classification de ces crimes dans la catégorie des agressions il y a une quinzaine d'années, la définition de violence physique qui

détermine aujourd'hui la peine des agressions sexuelles est insensée et doit inclure la pénétration forcée, un moyen des plus efficaces d'infliger des lésions corporelles, aussi invisibles soient-elles.

La décision du juge Carrier gagne en gravité lorsqu'on l'ajoute aux autres cas, trop nombreux, de juges qui assaisonnent leurs sentences de commentaires. Un cas parmi tant d'autres; une sentence qui reflète et perpétue le manque de poids accordé à l'expérience des femmes aux prises avec la domination violente d'un (ou de plusieurs) hommes. De plus, le climat d'inconfort et de réticence qui entoure le sujet des agressions sexuelles contribue au silence, aux déformations de la réalité et à la mini-

misat du problème. Celui-ci s'embrouille souvent derrière l'exagération de cas radicaux et minoritaires, tels le fameux scénario de la féministe enragée qui poursuit en justice un homme vulgaire pour l'avoir sifflée dans la rue. Cette atmosphère malsaine profite aux agresseurs et freine les tentatives de s'attaquer au cœur du problème, autant socialement qu'individuellement. En effet, des sondages anonymes démontrent qu'au Canada, deux femmes sur trois ont été victimes d'agression sexuelle selon la définition du Code criminel. 62% des victimes d'agression sexuelle au Canada ne portent pas plainte. De celles-là, 44% n'ont pas porté plainte à cause de leur perception négative de l'attitude de la police et de la Cour face aux agressions sexuelles.

Une révolution profonde et véritable du système judiciaire et des mentalités ne peut s'effectuer sans un accroissement de la représentation des femmes au sein des corps judiciaires et législatifs. Cette transformation nécessite la présence parmi les décideurs de femmes qui, elles aussi, portent le poids d'un système insensible et insensé, trop lent à évoluer, qui les maintient implicitement dans le rôle de victimes silencieuses; des femmes qui ne profitent pas du désordre des sexes qui sert de toile de fond aux erreurs de Carrier et compagnie.

NOËMI MERCIER

Les répercussions d'un tel jugement dépassent les vagues médiatiques qui ont entouré l'événement.

Sois jeune et bronzé! Sois cool!



La gang du Daily Français l'attend aujourd'hui même au B 03 du Shatner à 17h

Et surtout, n'oublie pas ton cellulaire et ta poudre!

McGill Daily

FRANÇAIS

<http://vub.mcgill.ca/dailyfrancais>

Le McGill Daily français encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés, incluant les articles de CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Daily n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Payette et Simms Inc.

Le Daily est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP) et de la Presse étudiante du Québec (PEQ)

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.

ISSN 1192-4608

LE MCGILL DAILY FRANÇAIS

rédaçtion en chef
Magali Boisier

rédaçtion nouvelles

Étienne Bienvenu

rédaçtion culture

Maude Laparé

mise en page

Étienne Bienvenu

Loïc Bernard

correction

Anne de Ravinel

Marie-Christine Lalonde

Aude Joannon

collaboration

Nicolas Delerue

Isabelle Porter

Patrick Primeau

Cedric Jouve

Tom Palmisano

Christophe Pelase

Marie-Christine Lalonde

Loïc Bernard

David Grolson

dessinateur

Pierre Angers-Nguyen

LE MCGILL DAILY

coordination de la rédaçtion

Sonia Verma

gérance

Marian Schrier

assistance à la gérance

Jo-Anne Pickel

publicité

Boris Shedov et Letty Matteo

photocomposition et publicité

Mark Brooker

Commissaire francophone

Véronique Bessens

822-8944

hrs. de bureau: mar.jeu.13h/14h

L'usage du masculin dans les pages du McGill Daily français vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire.

RÉDACTION

3480 McTavish, bur. B 03.

Montréal, Québec, H3A 1X9

(514) 398-6784/5

Télécopieur: 398-8318

PUBLICITÉ

3480 McTavish, bur. B-07.

Montréal, Québec, H3A 1X9.

(514) 398-6790

Télécopieur: 398-8318

Atelier de formation en journalisme offert par le Daily Français

Jules Nadeau nous présentera les techniques de base en journalisme.

Rendez-vous ce jeudi 6 novembre au Graduate Program in Communications, 3465 rue Peel à 17h.

Renseignement: Magali Boisier au 288-6750



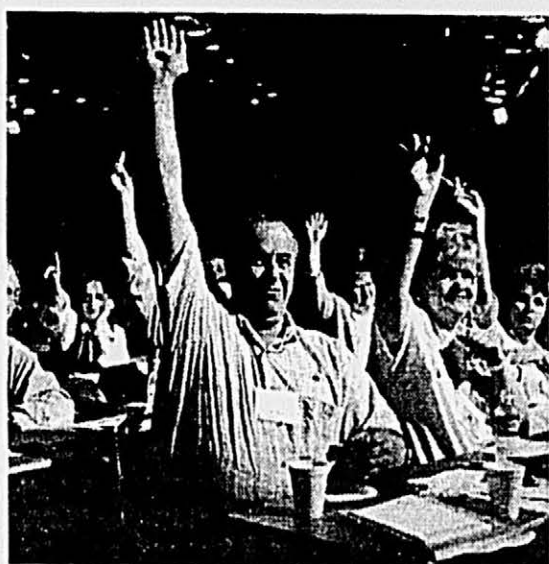
À qui revient le contrôle du système d'éducation ?

PATRICK PRIMEAU

Notre éducation, c'est de l'argent ! Au plus fort de la controverse sur l'éducation en Ontario, professeurs et gouvernement sauront du moins s'entendre sur ce point... mais pas forcément dans le même sens. Drainant chaque année une importante partie du budget du gouvernement, nos systèmes d'enseignement sont souvent les premiers touchés par les réductions de budget et les réactions sont souvent à la hauteur des coupures. Ainsi, en introduisant son projet de loi 160 qui coupera 700 millions de dollars dans le système d'éducation ontarien, le premier ministre Mike Harris a dû faire face à la musique. En effet, le gouvernement ontarien a confronté la semaine dernière les unions d'enseignants qui ont déclenché une grève qui a perturbé la majorité des écoles primaires et secondaires de l'Ontario.

Ce conflit se veut une véritable guerre de tranchées car cette nouvelle réforme amènera une centralisation de pouvoirs dans les mains du gouvernement provincial. Les syndicats d'enseignants et les commissions scolaires déplorent cette situation qui vise à diminuer leur autorité. De façon concrète, les conservateurs de Harris vont augmenter le nombre d'heures que les professeurs devront dévouer à leurs classes respectives. À pre-

mière vue, cette mesure peut sembler désirable, voire essentielle, mais elle entraîne indirectement une diminution des activités culturelles hors des heures de cours qui sont



organisées généralement par les enseignants de chaque établissement.

De plus, le gouvernement aura dorénavant le contrôle sur les dimensions de chaque classe, ce qui porte à croire que le ratio enseignant-élève augmentera considérablement. Comment pourrait-on éviter cette si-

tuation lorsque l'Ontario prévoit une mise à pied de 7000 enseignants au cours des prochaines années ? Serait-ce une méthode pour préparer nos jeunes aux conditions de l'université où les classes deviennent de plus en plus surchargées, faute de budget ?

Par ailleurs, il est assez déplorable que les parents ne soient pas impliqués dans le débat. Après tout, ce ne sont pas les étudiants, contrairement au niveau universitaire, qui doivent se mobiliser pour contrecarrer ou manifester contre les plans des gouvernements. Ce sont ceux qui tiennent à l'éducation de leurs enfants et qui paient des taxes provinciales qui devraient prendre d'assaut de telles réformes. Ainsi, les événements survenus en Ontario la semaine dernière nous amènent à réfléchir à une question beaucoup plus importante : à qui devraient revenir les

pouvoirs concernant nos systèmes d'éducation ? Aux parents ? Aux enseignants ? Au gouvernement peut-être ?

Une chose est claire, c'est qu'il devrait y avoir plus de coopération entre toutes les sphères de la société afin de satisfaire toutes les régions ainsi que toutes les classes socia-

les. Une centralisation trop extensive des pouvoirs amène indéniablement une homogénéisation du système, qui par la suite, diminue la capacité de chaque institution de s'adapter à leur propre environnement. De plus, un encadrement trop rigide du gouvernement empêche inévitablement les enseignants et autres responsables au niveau local d'innover dans leur milieu. Étant donné que chaque élève est différent et que chaque région renferme ses propres caractéristiques, nous devrions laisser plus de place aux intervenants de chaque localité afin qu'ils livrent leurs connaissances de façon plus appropriée.

Alors, à l'occasion des multiples réformes de l'éducation qui sont en cours présentement en Ontario et au Québec, nous pourrions en profiter pour remettre en question notre système tout en luttant contre les coupures qui touchent ce secteur pourtant essentiel à toute société qui se veut progressive. Malgré le fait que nous avons tendance à protéger seulement les études post-secondaires, il est tout de même essentiel de construire notre système d'éducation à partir du niveau primaire et secondaire. C'est à ce niveau que la jeunesse puise son inspiration pour les années subséquentes et sans cette base, il n'y pas d'éducation qui tienne.

Le retour de la FORCE G

MARIE-CHRISTINE LALANDE

Le Plan G était prévu de longue date. Il devait à l'origine s'agir d'une gigantesque opération de protestation contre le néolibéralisme, la mondialisation et la pauvreté. Vaste mandat. Peu surprenant alors que le mouvement ait eu une si longue liste de revendications à faire valoir. Il réclamait, entre autres choses, la gratuité et l'universalité des services sociaux, de santé et d'éducation, la réduction progressive de la semaine de travail à 32 heures et l'augmentation du salaire minimum au-dessus du seuil de la pauvreté (ce qui le porterait à 8,30\$ pour une semaine de travail de 40 heures et à... 10,30\$ pour la semaine de 32 heures !). Le mouvement ne devait pas non plus oublier, au passage, de s'élever contre la privatisation des ressources naturelles, la compétition mondiale et le libre-échange néolibéral.

Un tel nombre de revendications rejoignait les préoccupations d'une infinité de gens et de groupes sociaux. Une foule d'entre eux ont donc joint le mouvement, qui visait à paralyser pendant une journée normale de travail le Complexe G, l'édifice logeant la majorité des ministères provinciaux (dont la Justice, les Finances et l'Éducation), en bloquant l'accès à 23 en-

trées du bâtiment aux fonctionnaires. Parmi les groupes présents, on comptait la Coalition Y, le Canevas, D'la Bouffe pas des bombes, et le Collectif des femmes pour la justice sociale. Une quinzaine d'associations étudiantes ont aussi pris part à l'événement, comme l'association générale des étudiants de l'université Concordia, la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, le Comité de mobilisation interdépartemental de l'Université de Montréal et, à McGill, la PGSS, la QPIRG et l'AGSEM. La SSMU elle-même a toutefois refusé de se prononcer en faveur de l'opération. Ses quatre vice-présidents ont tous voté contre la possibilité, pour l'association, d'appuyer officiellement le Plan G, alléguant principalement que le trop grand nombre de revendications du mouvement réduirait certainement son impact (il est à noter que Tara Newell, présidente de l'association et seule membre de l'exécutif à appuyer l'opération, était absente le jour du vote).

Plusieurs personnes, et notamment Erin Runions, président de la Fédération canadienne des étudiants, se sont indignées de la décision de la SSMU. Runions a affirmé avoir été surpris, lors de la réunion au cours de laquelle cette

décision a été prise, du peu d'information dont disposaient les membres pour voter. Soit. On n'insistera jamais assez sur l'importance pour une association représentant 30 000 étudiants, d'être en mesure de prendre des décisions éclairées.

Il n'en reste pas moins que la SSMU fait preuve de réalisme en affirmant que le nombre excessif de revendications du Plan G devait réduire considérablement la portée de l'événement. Difficile en effet de prendre au sérieux un mouvement qui réclame en même temps l'éradication de la pauvreté, l'égalité des citoyens, la gratuité de l'éducation, l'empêchement de la privatisation d'Hydro-Québec... aussi justifiées ces demandes soient-elles. Difficile, aussi, pour chaque ministère provincial, de se sentir ainsi directement responsable de tous les maux du monde, et de donner éventuellement une satisfaction quelconque aux manifestants.

À cela, les initiateurs du Plan G répliqueraient sans aucun doute que là n'était de toute façon pas

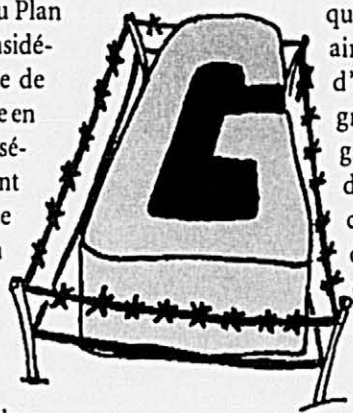
l'objectif de l'opération, que le but premier en était plutôt d'expérimenter la désobéissance civile (le barrage du complexe étant un acte illégal) comme mode efficace de protestation et d'en diffuser le concept à travers la population.

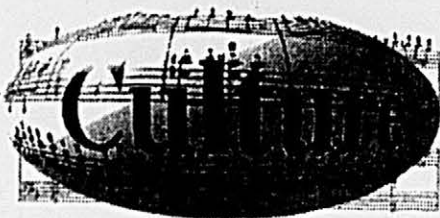
Ce faisant, il est légitime de soupçonner que la raison pour laquelle ces gens ont pourvu le Plan G de si vastes — et vagues — objectifs, est

qu'ils augmentaient ainsi leurs chances d'attirer le plus grand nombre de groupes d'intérêts différents et, par conséquent, de donner plus d'ampleur à l'événement. Chaque groupe pris isolément se sera donc hier retrouvé, malgré lui ou non, à défendre l'idée de désobéissance civile avant ses propres intérêts.

Il ne s'agit pas ici de décrier la désobéissance civile comme moyen de protestation. Mais, si c'en est un tout à fait valable, il ne faut l'utiliser qu'avec parcimonie. Il n'est en effet légitime de l'employer qu'après avoir épuisé tous les autres recours légaux (pétitions, manifestations, etc.) pour atteindre un

objectif bien précis. Or, qui peut dire que ces moyens ont été épuisés concernant chacune des revendications du Plan G ? Quand a-t-on vu des milliers de Québécois descendre dans la rue pour réclamer la semaine de 32 heures et la gratuité scolaire depuis 30 ans ? Quand a-t-on assisté à une participation massive de Québécois à une manifestation sur quelque sujet que ce soit de toute façon depuis trente ans ? Il semble que l'ardeur et l'enthousiasme collectifs soient chose déjà assez rares en cette fin de siècle au Québec, sans qu'on se permette encore de les gaspiller comme de la menue monnaie. Sans compter qu'il est loin d'être sûr, après le Plan G, qu'on aura encore le réflexe d'accorder du crédit au prochain mouvement de désobéissance civile qui aura lieu au Québec, pour une raison valable cette fois. Dans ce contexte, le Plan G apparaît comme un formidable gaspillage de munitions. Hier, à Québec, des dizaines de gens n'ont pu aller travailler, la circulation d'une ville a été dérangée, des médias d'importance ont été mobilisés et près d'un millier de gens ont dépensé une énergie incroyable, pourquoi ? Pour un exercice.





"Let's go see some French movies"

« ALLONS VOIR DES FILMS FRANÇAIS »

Maude Laparé

De plus en plus, Montréal s'affiche comme une ville multiculturelle favorisant le dialogue des cultures. Toutefois, ce n'est pas sur le plan culturel que le dialogue linguistique est le plus apparent. Les communautés anglophone et francophone fréquentent habituellement des théâtres, bars et salles de cinéma différents. Exception faite des grands événements comme le concert de U2 la fin de semaine dernière, bien peu d'événements culturels unissent les deux communautés. C'est le cas de Cinémania, le festival de films en français sous-titrés en anglais qui se tient à Montréal du 3 au 9 novembre.

Pour sa troisième édition, Cinémania poursuit le même objectif : celui de permettre aux montréalais anglophones de se familiariser avec le cinéma francophone. En effet, Maïdy Teitelbaum, directrice du festival souligne qu'en mettant sur pied l'événement, elle trouvait « bien de permettre aux montréalais anglophones, qui ne maîtrisent pas nécessairement bien le français, de voir autre chose que des films américains. »

La première année, le festival n'a pas eu tout le succès escompté. Difficile, en effet, d'attirer les foules dans un festival franco-anglophone au lendemain du Référendum. L'an dernier cependant, Cinémania a attiré près de 3 500 personnes parmi lesquelles 53 % d'anglophones et 47 % de francophones. Cette année, toujours d'après Madame Teitelbaum, le festival s'attend à accueillir encore plus de monde, notamment grâce à la campagne de publicité de grande envergure qui a été menée à travers la ville et entre autres sur les ondes de CKOI et de Q92.

Le festival propose cette année une série impressionnante de films qui ont marqué le monde francophone l'année dernière. Parmi les plus grands noms, on retrouve *Le Huitième jour*, *Ridicule*, et *Un Air de famille*. À côté de ces grandes productions, le festival met aussi en scène des films moins médiatisés, par

exemple *Des Nouvelles du bon Dieu*, film plutôt littéraire et surréaliste. Par ailleurs, tous les jours, le festival présente au moins une primeur, soit huit au total. Ces dernières ne seront pas, pour la plupart, reprises au cinéma. Le festival entend d'ailleurs conserver cet équilibre entre les grandes productions et les petites. Cette répartition permet, grâce aux films très populaires, d'attirer la foule vers ceux qui le sont moins. Par conséquent, Cinémania ne pense pas évoluer ni vers un festival de type répertoire ni vers un festival de films à petits budgets.

Un seul inconvénient toutefois dans le choix des films. Le festival ne se veut pas un festival du film français, mais un festival de films en français. À cet égard, la part des films non français est très minime : un seul film québécois dans la programmation et deux coproductions belges-françaises. À l'avenir, il serait intéressant de voir davantage de productions en provenance de pays tels que la Suisse ou les pays d'Afrique francophone. Ceci donnerait une plus grande spécificité au festival qui, tout en voulant s'éloigner du cinéma américain, a du mal à se détacher, pour l'instant, de la deuxième industrie cinématographique au monde.

Madame Teitelbaum veut dans la même optique donner au festival une dimension essentiellement artistique, culturelle, qui s'éloigne de la culture de masse. En effet, elle précise vouloir proposer une facette moins commerciale que l'image véhiculée habituellement par les films américains. C'est d'ailleurs pour accentuer la dimension artistique du phénomène, pour se démarquer de la culture populaire que le festival se tient à l'auditorium Maxwell Cummings du musée des Beaux Arts.

Si cette optique est louable, elle demeure toutefois contradictoire en pratique dans les agissements de l'organisation. En effet, pour se faire connaître, le festival s'est lancé dans une campagne publicitaire massive. Il est dès lors difficile de croire qu'il s'agit d'une démarche anti-com-

merciale.

Le même problème se pose à l'égard du titre du festival. En effet, pourquoi préciser, dans une formule très peu accrocheuse, qu'il s'agit d'un festival de films français sous-titrés en anglais ? En effet, si la moitié du public se rend au festival pour y voir les films français, sans considérer les sous-titres, pourquoi ne pas simplement appeler l'événement le festival des films en français ? D'autant plus que la plupart des mêmes films ont

déjà été présentés en version sous-titrée lors du festival des Films du Monde de Montréal. Et lorsqu'on demande à sa directrice l'intérêt d'ajouter la composante anglophone dans le titre, elle répond que c'est pour attirer d'avantage d'anglophones à qui le festival est destiné en priorité. Soit, mais adopter un titre pour attirer un public, ça demeure encore commercialiste comme vision. De nouveau voici une action en opposition avec l'objectif du festival.

Bref, Cinémania se présente comme un événement voulant relever un défi intéressant qui, en dépit des éternelles querelles linguistiques, saura plaire aux cinéphiles mais encore faut-il que les actes soient fidèles aux intentions.

Cinémania

Du 3 au 9 novembre

À l'auditorium Maxwell

Cummings du musée des Beaux

Arts

1379 rue Sherbrooke ouest.

Un café, un Zola, l'addition...

David Grolson

Le café littéraire « Le Délire », installé au coin des rues Marie-Anne et de la Roche, fête ce mois-ci sa première année. « Café », « littéraire », « délire » : une alliance de mots étrange et particulière pour un lieu qui ne l'est pas moins.

Le café « Le Délire » est à la fois café et librairie. Café, parce que l'on peut à tout heure venir y prendre un verre et même y manger. Librairie, parce que ses murs sont couverts de livres que l'on peut acheter, échanger ou simplement consulter. Ainsi, on peut venir prendre un espresso en lisant quelques vers de poésie, quelques pages d'un roman ou quelques tirades d'une pièce de théâtre.

Mais le café littéraire est bien plus que cela. La décoration n'est pas qu'une simple succession de bibliothèques. Il y a ici quelques sculptures, faites par des élèves de secondaire 1 et 2, sur le thème du livre. Il y a là un rideau, oeuvre d'un artiste québécois, où se dessine une phrase de Milan Kundera. Ailleurs, des tableaux. Et au milieu, un peu partout, des tables, toutes différentes, créées pour l'occasion par un artiste montréalais, où se mêlent les mots et les couleurs. Le lieu est à l'image de l'idée : faire du café un lieu de rencontre, de création, où toutes les cultures se mêlent et s'enrichissent.

De nombreuses soirées sont organisées afin de mettre en oeuvre cet idéal. Des soirées musicales, où le texte est mis en avant, sans pour autant tomber dans le cliché « voix-guitare ». Ici, on chante Brassens et Brel à l'accordéon (les samedi 8 et 15 novembre à 21 h). On joue de la musique tzigane en traduisant les textes du russe au français (le samedi 29). Des soirées de lecture et de théâtre permettent de donner, chaque mois, des corps aux mots. Des comédiens viennent avec leur pupitre, jouer des textes sur une petite scène improvisée (le

lundi 10, « Délire à deux » de Ionesco). D'autres évoluent en costume au milieu des tables. Des soirées « cinéma », tous les derniers jeudi du mois, plongent le café dans le noir. Une sélection de courts, moyens et longs métrages québécois y sont projetés sur un grand drap blanc pendu au-dessus du comptoir. Des soirées de discussion permettent d'échanger des idées et des impressions, après la lecture de quelques livres (le lundi 24). Des soirées philosophiques permettent aux gens de se confronter autour d'un thème défini à l'avance (les jeudi 6 et 20 novembre).

Le point commun entre toutes ces soirées : l'amour des mots, la convivialité. Le café littéraire est petit. Pas question d'amplifier lorsque débute les concerts. Les comédiens se lèvent de la table d'à côté. Et il n'y a aucun pré-requis pour venir philosopher... Il s'agit là d'une culture conviviale et ouverte à tous. Tous les projets sont les bienvenus. Au café littéraire, on peut ainsi créer et ne pas être qu'un simple spectateur. Tous les spectacles, toutes les activités sont possibles. Les gens proposent, la maitresse des lieux accueille. C'est à eux, ensuite, de gérer le financement et la publicité.

La seule exigence : que le spectacle soit d'un niveau culturel intéressant sans être ennuyeux.

Le café, comme son nom l'indique, est un lieu de « délire ».

Le café littéraire est donc un endroit où la culture descend de son socle pour redevenir quotidienne et conviviale. On s'y sent vite chez soi, entouré d'invités jovioux et intéressants. Lire a beau être une activité solitaire, au café « Le Délire », c'est aussi et avant tout un partage.

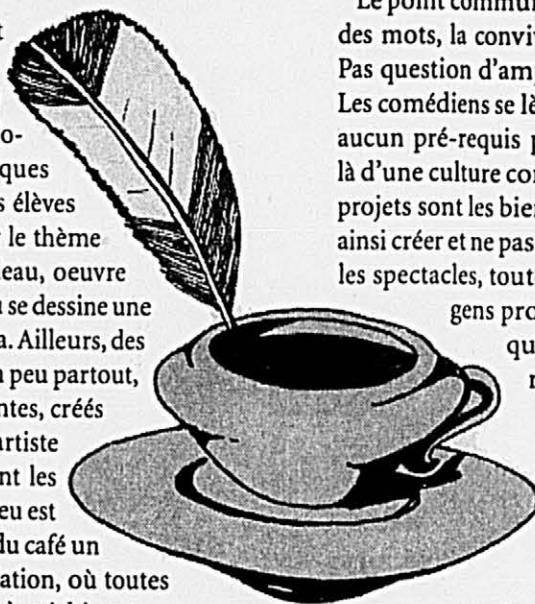
Le Délire,

Café littéraire et gourmand.

4350, rue de la Roche (angle Marie-Anne)

Métro Mont-Royal.

Informations et réservations: 528-9993





Cette semaine,

ISABELLE
se prend pour une columniste

PLAIDOYER POUR L'AUTOMNE

Il arrive qu'on s'attache aux saisons comme on s'attache à la liberté. Les vents de l'hiver vous écrasent tels de nouveaux régimes dictatoriaux. Les coups de vents sont des coups d'états, nos maisons, des prisons et la soupe Campbell, notre ration de prisonniers.

L'automne prend dans nos esprits la forme d'une belle époque révolue : celle des sentiers rendus lumineux par les arbres, des visages devenus plus que visages, des enfants qu'on sortait des salles de jeux pour les montrer au soleil. En ce temps là, on pouvait étudier sous les arbres sans attraper les hémorroïdes, manger les fruits du maraîcher sans s'intoxiquer et marcher à grands pas sur les avenues, le nez en l'air et les cheveux au vent.

C'est alors que les vents froids se sont mis à souffler, déployant toute une cavalerie de pluies froides, de neige impertinente et d'arrestations répétées. Voilà plusieurs fois depuis la venue de l'hiver qu'on m'arrête et me confine à domicile pour un laps de temps indéterminé. C'est toujours la même chose : on m'enferme en me précisant bien de ne pas bouger avant la prochaine accalmie, car une sortie précipitée, ou pire (!) une évasion, pourrait me clouer à la maison pour des semaines. Avec la dictature du froid, s'est établie la tyrannie de la grippe.

Mais cette situation est devenue intolérable ! Nous sommes asservis ! Cet autoritarisme polaire nous enchaîne dans un filet de glace que bientôt nous ne pourrions plus percer si nous ne réagissons pas tout-de-suite. Nous devons lutter, monter sur les banquettes et crier à l'hiver tout entier notre soif de liberté !

Réveillez-vous pauvres bonhommes-7-heures, légumes sans saveurs et francs-tireurs de la télécommande ! IL FAUT FAIRE LA REVOLUTION DES FEUILLES JAUNES !

"La révolution des feuilles jaunes", doctrine créée par Lewis Carroll en 1865 et développée par un pataphysicien allemand, M. Herman Soup, en 1993, repose sur le postulat que les être humains doivent prendre le contrôle des moyens de production des saisons pour atteindre le bonheur.

La révolution sera non-violente, la seule arme utilisée étant l'arbre jaune. Pour redonner aux arbres jaunes leur place dans la ville, nous allons révolutionner l'art de créer des arbres. D'abord, il nous faut sauver les derniers survivants du précédent régime en collant à leurs tiges les feuilles qui se dressent contre l'oppresser en ne tombant pas. Ensuite il nous faut peindre en jaune les feuilles vertes, brunes, ou brun-vert. (Il est d'ailleurs question de poursuivre ce pan du projet durant la prochaine saison estivale). Finalement, nous allons fabriquer des arbres jaunes à l'aide de matériaux naturels (la colle Pritt est également utilisée) que nous disposerons à la grandeur de la ville.

Bien sûr, le défi est gigantesque et peut-être vous paraît-il démesurément jaune. En effet, si vous n'aimez pas le jaune, je ne peux pas grand chose pour vous. Si vous aimez le orange, par contre, je suis prête à recevoir des offres pour adapter mon projet en langage orange, à fort prix évidemment. Mais si vous n'aimez pas les couleurs, il n'y a définitivement rien à faire avec vous. L'hiver va vous avaler les premiers en silence.

P.S. J'invite ceux qui souhaitent rejoindre la confrérie révolutionnaire des octobristes-jaunes à me signaler leur adhésion par voie de courrier au McGill Daily français. Postez-moi votre feuille jaune préférée avec un message codé au verso. Et surtout, pensez jaune !

Isabelle Porter

Suite de l'article sur l'histoire
de l'informatique du 21
octobre

Le Monde de Billy

Cédric Jouve

Cela fait si longtemps, vous devez avoir sans doute oublié. Je vous rappelle donc brièvement le sujet dont il est question : il s'agit d'une discussion entre Oncle Steve et son neveu Billy qui vient d'avoir un ordinateur pour son anniversaire. Oncle Steve lui raconte l'histoire de l'ordinateur de l'antiquité à nos jours. Après une coupure gastronomique (un repas), ils reprennent leur discussion...

Oncle Steve : « De nombreux ingénieurs ont dès la fin du XIXe travaillé sur le développement de la machine de Babbage (ancêtre de l'ordinateur). Ils étaient en effet persuadés qu'elle révolutionnerait le monde en permettant un traitement efficace des informations grâce à une puissance de calcul inégalée. En 1924, IBM voit le jour. Ce n'est que dans les années 30, lorsque les scientifiques pensèrent que la technologie avait atteint un niveau suffisant, que les premiers ordinateurs virent le jour. Ils s'appuyaient sur une logique booléenne (issue des théories de Boole) ou logique binaire. Ils remplacèrent les machines mécanographiques qui nécessitaient de nombreuses opérations manuelles car tout traitement à effectuer était spécifié par un câblage réalisé sur un tableau de connexions : cette programmation pouvait prendre de quelques heures à quelques jours selon la complexité du problème ! »

Billy : « Oula, quelle galère ! »

Oncle Steve : « C'est pour ça qu'ils ont été remplacés peu avant la seconde guerre mondiale par des calculatrices électromécaniques construites selon les idées de Babbage puis très vite par des calculateurs électroniques nettement plus performants. Le premier ordinateur entièrement électronique, l'ENIAC, fut construit en 1946 avec l'aide de Von Neumann au moyen de tubes à vide. Il pesait 30 tonnes et occupait 72 mètres carrés, il pouvait pour la première fois réaliser des branchements conditionnels. C'est-à-dire que suivant la valeur d'un résultat précédemment obtenu, positive ou négative par exemple, il devait exécuter telle ou telle partie du programme. Peu après, une autre avancée décisive eut lieu : on réalisa des machines à programme enregistré, c'est-à-dire dotées d'une mémoire capable de contenir à la fois les programmes et les données à traiter. Cette architecture de machine est encore valable de nos jours, et la plupart des ordinateurs actuels s'en inspirent. »

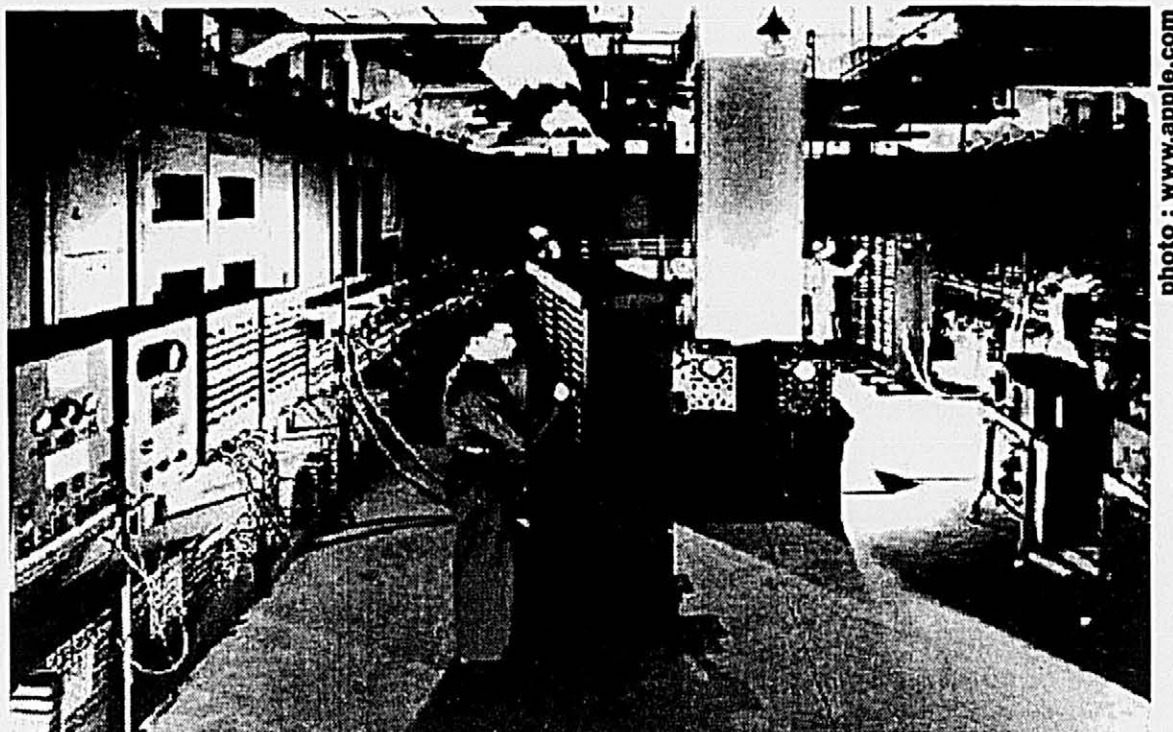
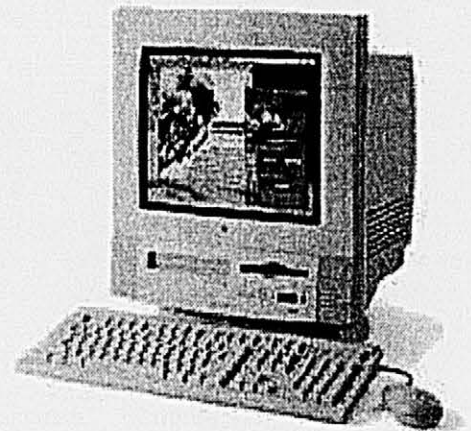
Billy : « Je veux bien te croire, mais ce que je vois c'est que mon ordinateur ne ressemble pas trop à celui que tu viens de décrire... Comment en est-on arrivé aux ordinateurs d'aujourd'hui ? »

Oncle Steve : « Le principe est

resté le même mais on a apporté sans cesse des améliorations : des composants électroniques nouveaux ont permis de gagner en puissance et de réduire la taille des ordinateurs. Il y a eu 4 générations successives dont la dernière que l'on place dans les années 70 a constitué une véritable révolution en introduisant le micro-ordinateur. L'ordinateur est devenu à ce moment là un outil utilisé par le grand public (grâce à la baisse de son prix) et n'a cessé de prendre de l'ampleur car utile dans tous les domaines. Quelques moments marquants dans la micro-informatique : le 1er avril 1977, le premier vrai ordinateur personnel, l'Apple II, est développé et vendu au grand public. Il s'appuyait pour la première fois sur un circuit imprimé, une mémoire vive (8kb) permettant de traiter les informations et une interface pour un moniteur. Apple est né. En 1981, IBM a vendu son premier IBM PC. En 1984, le premier Macintosh fut construit.

Billy : « Là, je reconnais déjà plus mon ordinateur et je commence à comprendre l'importance de cette découverte...oh, il est déjà tard, il faut que je te laisse oncle Steve sinon je vais arriver en retard à l'école. Je reviendrai te voir une autre fois. »

Oncle Steve : « Pas de problème Billy, reviens me voir quand tu veux ! »



L'ENIAC

photo : www.apple.com

annonces classées

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Étudiant-es et employé-es de McGill (avec carte): \$4.65 par jour, \$4.10 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Grand Public: \$5.90 par jour, \$4.95 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS 7% et TVQ 6.5%). Pour de plus amples informations, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAITRA DANS LE JOURNAL. Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

Suite du Journal de notre envoyé spécial de la page 1

la désobéissance civile. Elles sont arrivées à Québec Dimanche soir, ont dormi dans un gymnase, et se sont rendues au complexe G, le centre nerveux du gouvernement du Québec, à 6 heures du matin pour bloquer l'accès au bâtiment. Toutes ont participé à un atelier de formation mis en place par les organisateurs de l'événement qui devait les préparer à réagir à une intervention éventuelle de la police. Quand nous (les manifestants partis de Montréal en bus le matin à 7 heures) sommes arrivés, nous craignons encore que les fonctionnaires qui n'avaient pas pu entrer dans le bâtiment ne reviennent avec la police, et nous avons reçu la consigne de rester non-violents et de ne pas intervenir si la police venait arrêter ceux qui bloquaient les portes. Les fonctionnaires sont revenus -mais sans la police- et, nous, dans la foule, leur criions de venir nous rejoindre.

Ils ne nous ont pas rejoints, mais ils ne sont pas allés non plus travailler. Le complexe G est resté fermé et le plan G a été une réussite. Quand les organisateurs ont lu la liste de tous les groupes qui avaient participé à la manifestation, j'ai été impressionné une fois de plus par la solidarité entre les différents groupes participants (syndicats, groupes de femmes, associations étudiantes) et un peu honteux, comme sans doute tous les élèves de McGill présents, que l'AEUM ne soit pas sur la liste. Contrairement à notre association étudiante, il m'a semblé que les exigences du plan G n'étaient pas trop nombreuses, mais qu'au contraire elles révélaient que tous les problèmes se rejoignent et que la bataille n'est plus simplement celle des étudiants mais de toute une société. Sur sa pancarte, une jeune manifestante avait écrit ces mots de La Boétie: « Ils ne sont grands que parce que nous sommes à genoux. »

Pour plus de détails sur le Plan G, voir l'article de Marie-Christine Lalande en page 4

HELP WANTED

Subjects Needed: Women studying at McGill for next 2 years to participate in Research study on "Persistent Human Papilloma Virus." Virus is linked with development of cervical cancer in some women. Financial incentive offered. For info, call: Gail Kelsall, Research Nurse, 398-2915/6926 e-mail: gailk@oncology.lan.mcgill.ca.

Earn \$100-\$200/day Master School of Bartending - bartending & table service. Complete placement agency. Leaders in the hospitality industry for 15 yrs. McGill rate 849-2828. WWW.BARTENDING.COM

Christmas Gift Wrappers Creative customer service oriented individuals, locations- Downtown Toronto, Mississauga. Managers to \$8.25/hour-bonuses. Wrappers to \$7.15/hour. Full/Part time, December 1-24. 416-536-5578.

WORDPROCESSING/TYPING

Success To All Students WordPerfect 5.1 Microsoft 97/laser Term papers, resumes, applications, transcription of tapes. Editing of grammar. 29 years experience. \$1.50/D.S.P. 7 Days/week. On Campus/Peel/ Sherbrooke. Paulette 288-9638

Multilingual typing, editing, transcription, etc. by perfectionist. Any document, various formats (WP, Word, Ami Pro, etc.) Fax/internet services available. Delivery/pickup. Professional secretary/former McGill student. 761-7112.

A V I S

Période de remboursement du GRIP. 14 octobre-4 novembre. Toute étudiante voulant cesser d'être membre du GRIP pourra se présenter au 3647 rue Université, 13h00-17h00 (lundi au vendredi) pour demander un remboursement de \$5. Cette portion des frais scolaires contribuerait normalement à la recherche, l'éducation et l'action sur des sujets sociaux et environnementaux menés par les étudiant-es.

Style de vie sans lunettes

Laser Excimer "sans contact", PRK, Lasek

Myopie - Astigmatisme - Hypermétropie
Verres de contact gênants

INSTITUT LASER ULTRAVISION
pour gens de carrière: Forces armées, pilotes, RCMP, contrôleurs aériens, pompiers, policiers, athlètes.

Directeur médical
Dr Marvin L. Kwitko

Ancien président, Comité consultatif sur le Laser Excimer pour Santé et Bien-être Canada.
5591, Côte-des-Neiges, Mt, Qc, Canada
1(514)735-1133 1-800-20LASER

LE
DAILY

publicité
398-6790

DEP
1911



RÉFÉRENDUM

11 - 12 - 13 NOVEMBRE

VOTE PAR ANTICIPATION: 6 NOVEMBRE

Daycare Centre

Whereas the Senate Advisory sub-committee on Educational Equity reported that fifteen (15) per cent of incoming students to McGill have children;

Whereas the Senate Advisory sub-committee on Educational Equity reported that there is significant need for Daycare services on campus among the student population;

Whereas the current university Daycare Centre does not adequately respond to the needs of students;

Whereas a new student Daycare Centre could provide a service more reflective of students' lives, be more accessible and affordable;

It is proposed that the Students' Society of McGill University (SSMU) establish a Daycare Centre in the new Student Services Building to meet the needs of student parents.

It is further proposed that each student member of SSMU shall contribute three (3) dollars per semester, beginning September 1998, to finance this Daycare Centre.

Do you agree?

Garderie

Considérant que le sous-comité consultatif du Sénat sur l'équité en éducation a révélé que quinze (15) pour cent des nouveaux(elles) étudiant(e)s de l'Université McGill ont des enfants;

Considérant que ce même sous-comité a révélé qu'il y a un grand besoin parmi la population étudiante de l'Université McGill d'avoir une garderie;

Considérant que l'actuelle garderie de l'Université McGill ne répond pas de façon adéquate aux besoins des étudiant(e)s;

Considérant que la nouvelle garderie correspondra mieux à l'horaire des étudiant(e)s et qu'elle sera davantage accessible et abordable pour chacun(e) d'entre eux;

Nous proposons que l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM) crée une garderie dans le nouveau Centre de services aux étudiant(e)s afin de répondre aux besoins des étudiant(e)s qui sont parents.

Nous proposons, de plus, qu'à partir de septembre 1998, chaque membre étudiant de l'AÉUM contribue une somme de trois (3) dollars par session afin de financer cette garderie.

Êtes-vous d'accord?

Impliquez-Vous!

La semaine de **GRIP**
Du 3 au 8 novembre 1997
Pour satisfaire votre appétit activiste

QPIRG est une organisation étudiante qui travaille à des projets sociaux et environnementaux. Nos 12 groupes de travail organisent régulièrement des activités, des réunions et des campagnes d'action qui couvrent un large champ d'intérêts des étudiants.

La semaine de QPIRG se veut, pour nous, un moyen d'accroître la conscientisation de tous à propos de ce que nous faisons.

Vous êtes tous les bienvenus !



Des activités comme celles-ci ont lieu toutes les semaines à QPIRG. Vous pouvez nous appeler n'importe quand pour voir ce qui arrive les autres semaines. Vous pouvez aussi visiter notre site web pour toutes les dernières informations.
vub.mcgill.ca/clubs/qpirg

QPIRG

Le Groupe de recherche d'intérêt public de McGill
3647 rue Université, 3e étage
398-7432

L Le groupe de Gestion des déchets sur le campus et dans la communauté (CCWM) assurera une présence dans le hall d'entrée de la bibliothèque Redpath de 10 h à 16 h. Venez découvrir différentes façons de recycler et de réduire la masse des déchets ménagers. Les personnes intéressées sont aussi invitées à la réunion hebdomadaire du groupe. (Lundi, 4 h 30 à QPIRG) Le groupe EarthSave présente Erik Marcus, un activiste environnemental et de la santé. Il est aussi auteur. 7 h 30, à la salle 26 du Leacock. Venez au bureau de QPIRG entre 1 h 30 et 5 h pour vous informer à propos des stages de formation de QPIRG ! Sar, la responsable des stages, sera disponible pour vous expliquer à la fois les stages de recherche et les stages dans le domaine du développement économique de la communauté organisés par QPIRG.

M Le groupe de discussion Queer tiendra un *Pot-Luck*. Les nouveaux venus sont les bienvenus ! 18 :30. Appelez le 398-7432 pour connaître le lieu de la réception.

Mer Le groupe EarthSave sera présent dans le hall d'entrée de la bibliothèque Redpath de 10 à 17 heures. Venez vous renseigner sur les conséquences d'un régime sur votre santé et sur votre environnement. Multinationales canadiennes et les catastrophes de l'environnement : Implications de Cambior Inc. dans la catastrophe causée par une exploitation minière en Guyane. Discussion et présentation vidéo sur le procès en court contre Cambior. Bâtiment de droit, 3644, rue Peel, Moot Court 19 h 30. Réunion de GirlSpace à 19 heures dans les bureaux de QPIRG. Toutes les femmes intéressées à participer à la mise en place d'ateliers touchant à des sujets spécifiques aux adolescentes sont invitées à se présenter. Injustice Criminelle présente une vidéo sur les femmes et le système carcéral, suivie d'une discussion. 19 heures, salle 107/108 bâtiment Shatner, 3480 McTavish.

J Portes Ouvertes à la bibliothèque QPIRG : venez découvrir notre centre de ressources, notre vaste collection de livres alternatifs et de périodiques. Vous pouvez les consulter sur place ou les emprunter. 13 h 30-16 h 30 dans les bureaux de QPIRG.

Academic and Community Cooperation for Environmental Sustainable development (ACCES) présente une conférence sur la recherche responsable. Étudiants et universitaires discuteront des moyens d'orienter davantage la recherche vers la communauté. 16 h 30 salle 260, bâtiment des Arts.

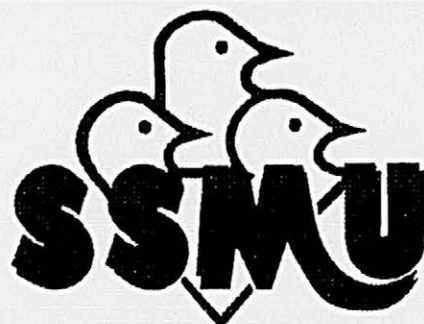
L'association Un juste café tiendra sa réunion de planification bimensuelle à 18 heures. Appelez au 398-7432 pour connaître le lieu de rendez-vous. Vous êtes tous les bienvenus.

Réunion d'introduction pour les nouveaux volontaires du groupe The Core Collective au bureau de QPIRG à 19 h. Venez vous informer de ce groupe qui travaille actuellement à mettre en place une coopérative de travailleurs destinés à établir des services alimentaires urbains et durables.

V Un kiosque de l'association Un juste café sera présent dans le hall d'entrée de la bibliothèque Redpath de 13h à 16h. Venez y faire un tour pour en apprendre davantage sur les réalisations de l'association, ou simplement pour y acheter un peu de café produit par des travailleurs non exploités. Les jeunes filles de 12 à 17 ans sont pour leur part invitées au programme GirlSpace après les heures de classe, pour y participer à diverses discussions et activités: visionnement de films, etc. L'activité a lieu tous les vendredis, de 16h à 18h. Au YWCA, 1355, boul. René-Lévesque, métro Guy-Concordia

7 QPIRG vous invite tous et toutes à un **PARTY**! Venez boire et manger au son d'une bonne musique et en bonne compagnie... à 19h à la maison Thompson, au 3650, rue McTavish.

Sa Le groupe travaillant à la mise en place du magasin de nourriture organique LOAF se réunira à 15h au bureau du QPIRG. Le sujet de la semaine: des idées de mise en marché concernant le nouveau magasin.



Référendum sur la garderie



Élections pour étudiant(e)s en première année

Impliquez-Vous!

les 11-12-13 novembre

Bronfman, Leacock, Redpath et Shatner : 10h-17h

McConnell : 10h-17h30

BMH et RVC : 10h-18h30

Vote par anticipation → le 6 novembre → 10h-17h → Shatner B10